Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil

Michel Egger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/548>

DOI : 10.4000/aspd.548

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2003

Pagination : 81-83

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Michel Egger, « Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 22-2 | 2003, mis en ligne le 22 mars 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/548> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.548>

Infocentres villageois au Sud de l'Inde : l'humain avant l'outil

Michel Egger*

Villianur. Un gros bourg à 13 km à l'ouest de Pondichéry (Tamil Nadu), en Inde du Sud. C'est là que se trouve le *hub*, le cœur du réseau d'« infocentres » ruraux, créé en 1998 par la fondation Swaminathan¹. Dix villages, situés dans un rayon de 25 km, sont actuellement connectés par un système double – avec et sans fil – de transmission de données numériques et de messages vocaux. Plusieurs moyens technologiques sont utilisés, selon une géométrie variable adaptée à chaque situation : PC, téléphones, duplex radio VHF (*very high frequency*), *webcams*. L'approvisionnement en énergie est lui aussi hybride : solaire (60 %) et électrique (40 %). Une nécessité car les pannes de courant sont légion et tous les villages n'ont pas l'électricité.

Des informations vitales

Aujourd'hui, le *hub* est en pleine effervescence. Comme chaque dernier samedi du mois a lieu la réunion des volontaires qui animent les infocentres. Une trentaine de jeunes – femmes et hommes à parts égales – sont réunis sur le toit-terrasse. Cha-

cun rend compte de ses activités, problèmes et projets. Les rapports s'enchaînent, ponctués de questions et d'applaudissements.

Au fil des récits, on découvre comment ces centres sont en train de changer la vie quotidienne des gens, en leur permettant d'accéder à des informations vitales. Ici, un pêcheur a trouvé un emploi de pompier. Là, on a déniché le moyen de juguler un parasite qui menaçait les récoltes de canne à sucre. Informés des salaires minimaux légaux, les journaliers agricoles sont moins exploités ; au courant des prix des marchés, les producteurs échappent aux griffes des intermédiaires ; quant aux pêcheurs, la météo a fortement amélioré leur sécurité en mer. En mettant en ligne les nombreux programmes d'aide gouvernementaux et en rendant plus transparents les méandres de l'administration publique, les infocentres sont également devenus des catalyseurs d'actions collectives : groupes féminins d'entraide, projets de microcrédit et d'épargne communautaire, lancement de micro-entreprises (champignons, pesticides bio, produits de nettoyage, etc.).

* Journaliste et coordinateur pour la politique de développement auprès de la Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/EPER, Suisse.

¹ Fondée à Chennai en 1990 par le père de la révolution verte en Inde dont elle a pris le nom, la M. S. Swaminathan Research Foundation est une institution pionnière dans la recherche scientifique et technologique appliquée au développement durable ; <www.mssrf.org>.

Les clés du succès

Couronné par plusieurs récompenses, soutenu indirectement par la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) à travers des réseaux croisés (Global Knowledge Partnership et OneWorld), ce projet expérimental est aujourd'hui un modèle, en Inde et à l'étranger. Quelles sont les clés de son succès ? Les études d'évaluation disponibles² de même que les discussions avec les responsables à Chennai et les volontaires sur le terrain font apparaître quatre éléments.

1) Les êtres humains avant la technique. En 1992 déjà, la fondation Swaminathan a consacré son séminaire annuel – qui réunit experts et villageois – aux technologies de l'information et de la communication (TIC), sous le titre évocateur « Reaching the Unreached ». « Si l'on veut que les TIC soient d'authentiques instruments de développement durable », explique S. Senthilkumar, directeur du centre informatique de la fondation à Chennai, « il faut considérer d'abord non pas l'outil – dans une optique démonstrative – mais les gens. On ne doit pas recourir à une technologie simplement parce qu'elle existe, mais parce qu'elle offre un avantage authentique. Elle n'est donc pas une fin, mais un moyen qui doit être adapté au contexte, aux besoins et aux capacités des communautés locales – et non l'inverse. » Dans cette perspective, avant de lancer le programme, la fondation a mené en 1997 plusieurs études participatives dans la région, pour évaluer le degré d'alphabétisation (42 %), l'état des infrastructures en télécommunications, les habitudes

de communication, les types d'informations utiles, etc.

2) Une démarche participative. « La relation entre la fondation et la communauté locale n'est pas de type "donneur-receveur", mais un partenariat en progrès, précise S. Senthilkumar. Nous n'avons démarré un projet que là où les villageois l'ont demandé et se sont impliqués. Notre but est qu'ils se sentent vraiment propriétaires de ces centres. » Le principe de cette coopération est simple : d'un côté, la fondation fournit le matériel, le suivi technique et la formation des animateurs ; de l'autre, les communautés doivent mettre à disposition un local public approprié, prendre en charge les frais d'électricité et de téléphone, et identifier des animateurs volontaires.

3) La formation continue et l'empowerment, en particulier des femmes. « L'approche holistique de la fondation se veut pro-pauvres, pro-nature et pro-femmes », déclare K.G. Rajamohan, responsable du *hub* de Villianur. « L'expérience a montré que quand les femmes tirent profit d'une technologie, toute la famille en bénéficie ; ce n'est pas forcément vrai avec les hommes. » Aujourd'hui, les volontaires deviennent à leur tour formateurs : trois infocentres vont participer à un projet pilote du département de l'éducation de Pondichéry, visant l'introduction de l'informatique dans des écoles en zone rurale.

4) L'accent sur les contenus locaux. « Le projet n'a de sens et de chance de perdurer que s'il fournit les informations dont les gens ont besoin pour améliorer leur situation. Sinon, ils

² Notamment celle menée au sein du PANAsia Telecenter Learning and Evaluation Process.

vont rapidement s'en désintéresser», déclare K.G. Rajamohan. L'information est de deux ordres : actuelle et de fond. La première porte notamment sur la météo, les prix sur les marchés, les offres d'emploi, les transports publics, les services médicaux, les petites annonces... La seconde concerne les programmes d'aide du gouvernement, les pages jaunes, la santé des femmes, les pratiques agricoles, etc. Les informations sont collectées par les volontaires des villages et les permanents du *hub*. Les sources vont de certains sites (comme celui de la marine américaine pour la hauteur des vagues dans le golfe du Bengale) aux jeunes reporters qui écument les marchés, en passant par la presse locale. Surtout, les informations reçoivent une « valeur ajoutée » avant d'être mises en ligne : « Il ne s'agit pas seulement de collecter et diffuser l'information, mais de la transformer, l'adapter et l'intégrer dans les savoirs locaux », précise K.G. Rajamohan. A certains endroits, comme dans le village de pêcheurs de Veerampattinam, on relaie les

informations importantes et la météo par haut-parleur.

Nécessaire soutien financier

Deux grands défis restent cependant à relever. D'abord, vaincre les préjugés. « Nous accueillons tout le monde, sans distinction d'aucune sorte, et les infocentres sont de mieux en mieux connus et fréquentés. Cependant, beaucoup croient encore qu'ils sont réservés aux gens éduqués ou à certaines castes », regrette K.G. Rajamohan. Ensuite, la durabilité financière : dans les centres, les services sont gratuits, sauf les séances de surf et de jeux sur Internet, ainsi que les appels téléphoniques et l'impression de documents. Ces revenus restent très maigres, et la fondation ne peut compter recevoir chaque année un prix comme celui de Motorola (200'000 dollars) en 1999. Pour K.G. Rajamohan, c'est donc clair : « Le soutien de la fondation, qui paie les salaires des quatre permanents du *hub*, est nécessaire et le sera encore longtemps. »